

FAITS DIVERS

Agression d'un contrôleur de la CTRL :
Le jeune jugé le 22 juin

L'agresseur présumé d'un contrôleur de la CTRL (Le Télégramme du vendredi 18 mai) a été placé en garde à vue et libéré mercredi. Pour suivi pour coups et blessures et outrage, il sera convoqué devant le tribunal le 22 juin.

Mardi soir, à 17 h 05, un agent de la CTRL s'appropriait à verbaliser un jeune sans titre de transport, sur la ligne Quéven-Larmor-Plage, au niveau de l'arrêt des Quatre-Cheminis à Larmor, quand il a été pris à partie par quatre jeunes hommes accompagnés d'une fille. Le ton est monté et l'un d'entre eux aurait porté un coup de pied et un coup de poing au contrôleur. Le groupe a ensuite pris la fuite et le mis en cause, un Lorientais de 20 ans, a été interpellé plus tard. Deux policiers ont porté plainte pour outrage. La victime a obtenu cinq jours d'ITT.

SOCIAL

Agents des impôts

Appel à la mobilisation



Avec la fermeture de leurs antennes isolées, les agents des impôts s'inquiètent de la disparition progressive du service public de proximité.

Une trentaine de salariés ont pris part au rassemblement de contestation appelé par l'intersyndicale des finances publiques du Morbihan, jeudi après-midi, place de l'Hôtel-de-Ville. Dans la ligne de mire : la suppression de trois antennes des impôts à la rentrée prochaine (Baud, Sarzeau et Carnac) sur fond de réduction continue du service de proximité.

Dernier guichet social accessible

En moyenne, 25 postes sont supprimés chaque année depuis 2008 et quatre fermettes ont été entières en janvier dernier dans le département. « Le drame, c'est que pour les populations les plus fragiles, personnes âgées ou déclassées, nos bureaux font souvent office de dernier guichet social acces-

sible », déplore Christophe Riffel, secrétaire départemental de la CGT.

« La vérité, c'est qu'on va se retrouver avec des territoires dont les derniers interlocuteurs de l'État auront disparu, c'est la même problématique que celle des banlieues », poursuit son homologue de Solidaire, Yannick Le Sausse.

Après un tour du Morbihan passé par Pontivy, Vannes et Carnac, l'intersyndicale Solidaires, CGT, FO et CFDT, appelle à rejoindre la manifestation nationale de la fonction publique ce mardi 22 mai. Sur les lèvres des militants, une piste revient en boucle : les profits potentiels étant colossaux pour l'État, pourquoi ne pas privilégier une législation efficace pour sanctionner la fraude fiscale ?

PCF 56.

Journées de mobilisation les 22 et 26

Le PCF 56 soutient les deux journées de mobilisation des 22 et 26 mai. L'antenne morbihannaise du Parti communiste s'est exprimée dans un communiqué où elle appelle à la participation du plus grand nombre pour créer les conditions d'alternatives à la politique de Macron et son gouvernement : « SNCF, Air France, Carrefour, universités, hôpitaux, fonction publique, localement les dockers, etc. La période actuelle est marquée par de nombreux fronts de contestation, de mobilisations, de luttes multiples. Macron fait le choix de l'autoritarisme, du passage en force, pour restructurer en profondeur la société française en détruisant l'égalité, la justice sociale et la solidarité. Dans ce contexte, l'appel

Maladies du cœur.

Journée de sensibilisation, samedi 2 juin

Les associations Solidarité Plus et Foi d'Afrique organisent une journée de sensibilisation aux maladies de cœur, samedi 2 juin, de 15 h à 18 h, au centre social du Polygone (80, avenue du Général-De-Gaulle, à Lorient). Cette après-midi sur le thème de la prévention cardiovasculaire sera animée par le Dr Daniel M'Bey-Duciel,

cardiologue spécialiste des maladies vasculaires et ancien chef de service de Cardiologie du centre hospitalier de Centre-Bretagne, à Noyal-Pontivy.

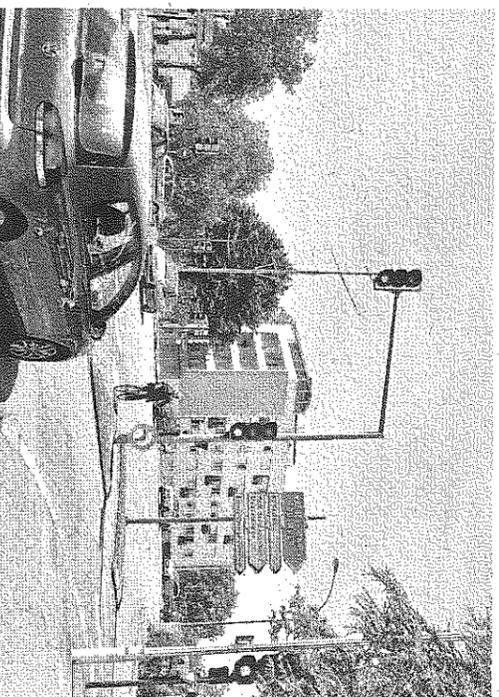
L'entrée est gratuite et ouverte à tous. Un pot sera offert aux participants en fin de journée.
Contact : tél. 07.55.36.84.89, ou 06.67.28.33.25.

Feux tricolores.
Objectif suppression !

Régis Nescop

Un paysage urbain sans feux tricolores. Comme pour la limitation de la vitesse à 80 km/h, le sujet divise. La ville de Lorient a choisi son camp en validant leur suppression d'ici quelques années.

Le carrefour à feux de Cosmao-Dumanoir sera, à moyen terme, remplacé par de nouveaux aménagements, dans la logique de ceux réalisés sur le pont d'Oradour.



La voie est tracée depuis les années 80, une époque où la ville comptait jusqu'à 70 carrefours à feux. En faisant le choix de les remplacer par des ronds-points et des mini-giratoires, il ne reste aujourd'hui plus que quinze feux tricolores en fonction : cinq pour la ville (Le Moutoir, la Marre, Carnel et deux à Cosmao-Dumanoir) et dix pour la régulation de la circulation du Triskell.

Les feux plus dangereux
que les ronds-points

Pourquoi un tel choix ? « Les feux sont plus accidentogènes que les

ronds-points », avance d'abord

comme argument majeur Bruno Blanchard, l'adjoint en charge des mobilités. De neuf à douze morts par an, plus aucun accident mortel n'avait été à déplorer depuis quatre ans, hormis la collision dramatique en décembre dernier entre un cycliste et un bus. « Il y a eu huit blessés en 2016, neuf en 2017. C'est un taux très bas », poursuit l'adjoint qui rappelle que la Ville a reçu l'écharpe d'or l'an passé, des lauriers qui visaient à récompenser l'ensemble des actions menées depuis dix ans (zones 30, 20, place du

vélo...).

L'autre effet recherché est de fluidifier la circulation et de l'apaiser. « Les feux provoquent une remontée de file à l'arrêt et la formation de bouchons. Il faut plutôt miser sur un flux plus lent mais régulier », poursuit l'adjoint qui met aussi l'accent sur l'intérêt écologique de cette politique d'aménagements : « On limite ainsi les pollutions des voitures à l'arrêt et les redémarrages en trombe ». Pour l'heure, la Ville propose actuellement à l'entretien du matériel, ce qui équivaut à un budget de 15.000 € à 20.000 € par an.

CFDT. 861 adhérents retraités dans le Morbihan



Une centaine de retraités ont participé à l'assemblée générale de leur syndicat.

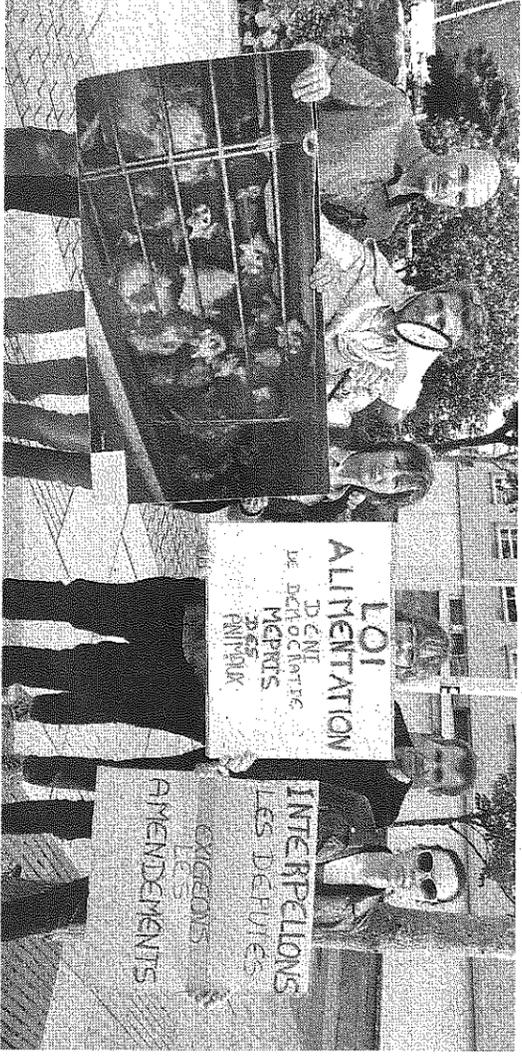
Le syndicat des retraités CFDT du Morbihan a tenu son assemblée générale, jeudi, à Lanester. Le syndicat, dirigé par Evelyne Huanmé depuis quatre ans, regroupe 861 adhérents dans tout le Morbihan, représentant l'ensemble des anciens secteurs professionnels (privé et public).

L'assemblée générale a été l'occasion pour les militants de dresser le bilan des deux dernières années, mais surtout de rappeler leurs revendications. « Nous dénonçons la hausse de la CSG, la baisse du pouvoir d'achat, les cadeaux faits aux plus aisés et le blocage des pensions en 2018 », explique Mme Huanmé.

Les retraités revendiquent notamment l'indexation des pensions sur les salaires et non sur les prix, la prise en charge totale des prestations, une vraie prise en charge de la dépendance...

La CFDT des retraités s'associe aux revendications des salariés et de la fonction publique et appelle à manifester le mardi 22 mai à Lorient, Vannes et Belle-Ile.

Bien-être animal. Une initiative citoyenne



Pour protester contre ce qu'ils appellent un « déni de démocratie », un collectif de citoyens s'est réuni place de l'Hôtel-de-Ville, ce vendredi soir. « 98 % des Français considèrent qu'il est important de protéger les animaux d'élevage, souligne Nathalie Cadorret, l'une des responsables de cette initiative. Les États généraux de l'alimentation, qui ont eu lieu entre juillet 2017 et décembre 2017, devaient tenir compte du bien-être animal. « C'était une promesse de campagne d'Emmanuel Macron qui vous fait définir des orientations sur l'avenir de l'agriculture et l'alimentation. Malheureusement les élevages en cage (poules et lapins) sont toujours autorisés, ainsi que l'absence d'étourdissement avant l'abattage ou la castration à vif des porcelets. Tous ces amendements ont été rejetés », déplorent les militants.

FAITS DIVERS

Agression d'un contrôleur de la CTRL : le jeune jugé le 22 juin

L'agresseur présumé d'un contrôleur de la CTRL (Le Télégramme du vendredi 18 mai) a été placé en garde à vue et libéré mercredi. Pour suivi pour coups et blessures et outrage, il sera convoqué devant le tribunal le 22 juin.

Mardi soir, à 17 h 05, un agent de la CTRL s'apprêtait à verbaliser un jeune sans titre de transport, sur la ligne Quéven-Larmor-Plage, au niveau de l'arrêt des Quatre-Ch-

mins à Larmor, quand il a été pris à partie par quatre jeunes hommes accompagnés d'une fille. Le ton est monté et l'un d'entre eux aurait porté un coup de pied et un coup de poing au contrôleur. Le groupe a ensuite pris la fuite et le mis en cause, un Lorientais de 20 ans, a été interpellé plus tard. Deux policiers ont porté plainte pour outrage. La victime a obtenu cinq jours d'ITT.

SOCIAL

Agents des impôts. Appel à la mobilisation



Avec la fermeture de leurs antennes isolées, les agents des impôts s'inquiètent de la disparition progressive du service public de proximité.

Une trentaine de salariés ont pris part au rassemblement de contestation appelé par l'intersyndicale des finances publiques du Morbihan, jeudi après-midi, place de l'Hôtel-de-Ville. Dans la ligne de mire : la suppression de trois antennes des impôts à la rentrée prochaine (Gaud, Sarzeau et Carnac) sur fond de réduction continue du service de proximité.

Demier guichet social accessible

En moyenne, 25 postes sont supprimés chaque année depuis 2008 et quatre fermetures ont été entérinées en janvier dernier dans le département. « Le drame, c'est que pour les populations les plus fragiles, personnes âgées ou déclassées, nos bureaux font souvent office de dernier guichet social acces-

sible », déplore Christophe Riffel, secrétaire départemental de la CGT. « La vérité, c'est qu'on va se retrouver avec des territoires dont les derniers interlocuteurs de l'État auront disparu, c'est la même problématique que celle des banlieues », poursuit son homologue de Solidarité, Yannick Le Sausse.

Après un tour du Morbihan passé par Pontivy, Vannes et Carnac, l'intersyndicale Solidarités, CGT, FO et CFPD, appelle à rejoindre la manifestation nationale de la fonction publique ce mardi 22 mai. Sur les lèvres des militants, une piste revient en boucle : les profits potentiels étant colossaux pour l'État, pourquoi ne pas privilégier une législation efficace pour sanctionner la fraude fiscale ?

PCF 56

Journées de mobilisation les 22 et 26

Le PCF 56 soutient les deux journées de mobilisation des 22 et 26 mai. L'antenne morbihannaise du Parti communiste s'est exprimée dans un communiqué où elle appelle à la participation du plus grand nombre pour créer les conditions d'alternatives à la politique de Macron et son gouvernement : « SNCF, Air France, Carrefour, universités, hôpitaux, fonction publique, localement les docks, etc. La période actuelle est marquée par de nombreux fronts de contestation, de mobilisations, de luttes multiples. Macron fait le choix de l'autoritarisme, du passage en force, pour restructurer en profondeur la société française en détruisant l'égalité, la justice sociale et la solidarité. Dans ce contexte, l'appel

de toutes les organisations syndicales de fonctionnaires à une journée de mobilisation revêt un caractère important. Les exigences du développement et de l'élargissement des services publics doivent être exprimées fortement au cours des manifestations du 22 mai. La journée du 26 mai, à l'appel de 42 organisations associatives, syndicales et politiques, est un temps du processus unitaire auquel nous traversons depuis de longs mois. Chacune d'entre elles, dans son champ d'intervention et sans qu'aucune composante à cette construction unitaire ne cherche à s'imposer, doit travailler à la réussite de cette journée " Mairie populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité " ».

Maladies du cœur

Journée de sensibilisation, samedi 2 juin

Les associations Solidarité Plus et Foi d'Afrique organisent une journée de sensibilisation aux maladies de cœur, samedi 2 juin, de 15 h à 18 h, au centre social du Polygone (80, avenue du Général-De-Gaulle, à Lorient). Cette après-midi sur le thème de la prévention cardiovasculaire sera animée par le Dr Daniel M'Bey-Duciel,

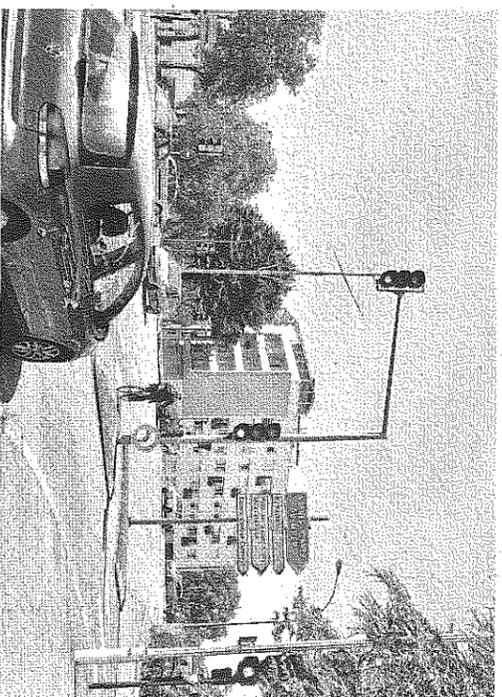
cardiologue spécialiste des maladies vasculaires et ancien chef du service de cardiologie du centre hospitalier de Centre-Bretagne, à Noyal-Pontivy. L'entrée est gratuite et ouverte à tous. Un pot sera offert aux participants en fin de journée. Contact : tél. 07.55.36.84.89, ou 06.67.28.33.25.

Feux tricolores. Objectif suppression !

Régis Nesrop

Un paysage urbain sans feux tricolores. Comme pour la limitation de la vitesse à 80 km/h, le sujet divise. La ville de Lorient a choisi son camp en validant leur suppression d'ici quelques années.

Le carrefour à feux de Cosmao-Dumanoir sera, à moyen terme, remplacé par de nouveaux aménagements, dans la logique de ceux réalisés sur le pont d'Oradour.



La voie est tracée depuis les années 80, une époque où la ville comptait jusqu'à 70 carrefours à feux. En faisant le choix de les remplacer par des ronds-points et des mini-giratoires, il ne reste aujourd'hui plus que quinze feux tricolores en fonction : cinq pour la ville (Le Moustoir, la Marne, Carnel et deux à Cosmao-Dumanoir) et dix pour la régulation de la circulation du Triskell.

Les feux plus dangereux que les ronds-points

Pourquoi un tel choix ? « Les feux sont plus accidentogènes que les

ronds-points », avance d'abord comme argument majeur Bruno Blanchard, l'adjoint en charge des mobilités. De neuf à douze morts par an, plus aucun accident mortel n'avait été à déplorer depuis quatre ans, hormis la collision dramatique en décembre dernier entre un cycliste et un bus. « Il y a eu huit blessés en 2016, neuf en 2017. C'est un taux très bas », poursuit l'adjoint qui rappelle que la Ville a reçu l'écharpe d'or l'an passé, des lauréats qui visaient à récompenser l'ensemble des actions menées depuis dix ans (zones 30, 20, place du vélo...).

L'autre effet recherché est de fluidifier la circulation et de l'apaiser. « Les feux provoquent une remontée de file à l'arrêt et la formation de bouchons. Il faut plutôt miser sur un flux plus lent mais régulier », poursuit l'adjoint qui met aussi l'accent sur l'intérêt écologique de cette politique d'aménagements : « On limite ainsi les pollutions des voitures à l'arrêt et les redémarrages en trombe ». Pour l'heure, la Ville procède actuellement à l'entretien du matériel, ce qui équivaut à un budget de 15.000 € à 20.000 € par an.

CFDT. 861 adhérents retraités dans le Morbihan

Le syndicat des retraités CFDT du Morbihan a tenu son assemblée générale, jeudi, à Lanester. Le syndicat, dirigé par Evelyne Huanmé depuis quatre ans, regroupe 861 adhérents dans tout le Morbihan, représentant l'ensemble des anciens secteurs professionnels (privé et public). L'assemblée générale a été l'occasion pour les militants de dresser le bilan des deux dernières années, mais surtout de rappeler leurs revendications. « Nous dénonçons la hausse de la CSG, la baisse du pouvoir d'achat, les cadeaux faits aux plus aisés et le blocage des pensions en 2018 », explique Mme Huanmé.

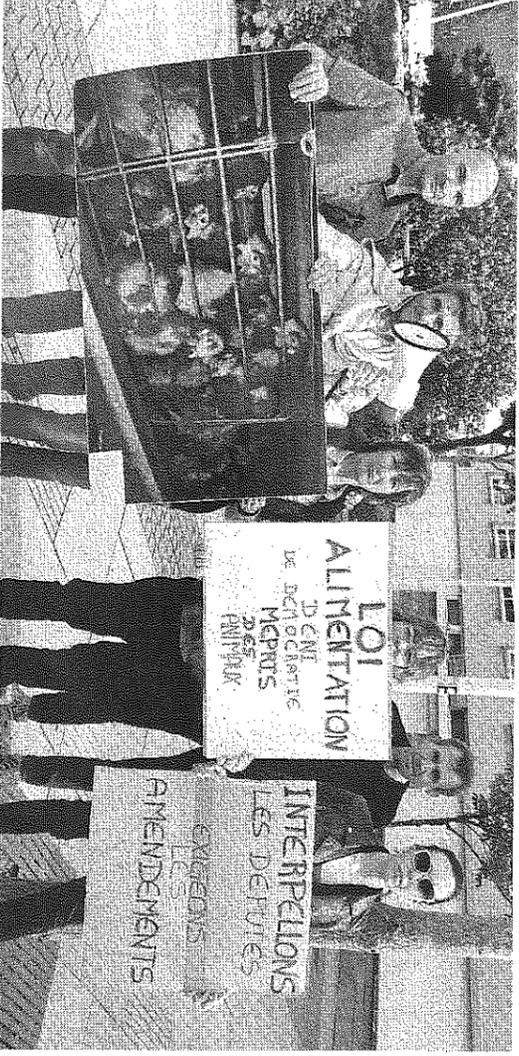
Les retraités revendiquent notamment l'indexation des pensions sur les salaires et non sur les prix, la prise en charge totale des prothèses, une vraie prise en charge de



Une centaine de retraités ont participé à l'assemblée générale de leur syndicat.

la dépendance... La CFDT des retraités s'associe aux revendications des salariés et de la fonction publique et appelle à manifester le mardi 22 mai à Lorient, Vannes et Belle-Ile.

Bien-être animal. Une initiative citoyenne



Pour protester contre ce qu'ils appellent un « déni de démocratie », un collectif de citoyens s'est réuni place de l'Hôtel-de-Ville, ce vendredi soir. « 98 % des Français considèrent qu'il est important de protéger les animaux d'élevage, souligne Nathalie Cadorret, l'une des responsables de cette initiative. Les États généraux de l'alimentation, qui ont eu lieu entre juillet 2017 et décembre 2017, devaient tenir compte du bien-être animal. « C'était une promesse de campagne d'Emmanuel Macron qui nous a fait définir des orientations sur l'avenir de l'agriculture et l'alimentation. Malheureusement les élevages en cage (poules et lapins) sont toujours autorisés, ainsi que l'absence d'étourdissement avant l'abattage ou la castration à vif des porcelets. Tous ces amendements ont été rejetés », déplorent les militants.